

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
MISSION MINISTÉRIELLE  
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2020

FONDS POUR  
L'ACCÉLÉRATION DU  
FINANCEMENT DES START-  
UP D'ÉTAT



## Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

PROGRAMME 352

---

### FONDS POUR L'ACCÉLÉRATION DU FINANCEMENT DES START-UP D'ÉTAT

MINISTRE CONCERNÉ : GÉRALD DARMANIN, MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

<a href="#">Présentation stratégique du projet annuel de performances</a>	4
<a href="#">Objectifs et indicateurs de performance</a>	6
<a href="#">Présentation des crédits et des dépenses fiscales</a>	10
<a href="#">Justification au premier euro</a>	13

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

### Nadi BOU HANNA

*Directeur de la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC)*

Responsable du programme n° 352 : Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Le programme 352 - Fonds pour l'accélération du financement des startups d'État - a pour objet de financer l'émergence et le développement de produits et services numériques innovants pour résoudre des problèmes de politiques publiques. Ce programme soutient des projets portés par des agents publics témoins d'irritants dans la relation que les usagers peuvent avoir avec leur administration ou témoins de méthodes de travail internes de faible efficacité ou dégradant la qualité du travail des agents publics. Il finance également l'animation de ces dispositifs d'innovation, et fournit aux équipes un environnement optimal pour réussir leurs projets (mentorat, ressources partagées, bonnes pratiques, retours d'expérience, temps collectifs...).

Les startups d'État contribuent concrètement à la transformation numérique du service public en appliquant aux politiques publiques les pratiques ayant fait leur preuve dans l'économie numérique. En créant des produits et des services de façon incrémentale, au contact des utilisateurs, les startups d'État transforment culturellement les organisations dans lesquelles elles interviennent.

A travers le programme 352, la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC) :

- cofinance l'étude, le lancement et le passage à l'échelle de nouveaux produits et services numériques. Avec le cofinancement du lancement de nouveaux services, la DINSIC cherche à faire émerger des problèmes de politiques publiques qui méritent d'être investigués afin de construire des solutions qui améliorent la vie des agents et des usagers. En investissant dans le passage à l'échelle, l'objectif est de sécuriser le déploiement des produits ayant fait la preuve de leur impact. Ce second point répond à un enjeu souvent mal adressé par les administrations publiques pour faire en sorte que tous les bénéficiaires potentiels d'un service y aient effectivement accès ;
- anime une large communauté et une culture opérationnelle de l'innovation contribuant à attirer de nouveaux talents du numérique au sein des administrations ;
- cofinance le recrutement des promotions d'« Entrepreneurs d'Intérêt Général » (EIG) et l'animation et l'accompagnement de leur communauté, experts numériques de la société civile, participant à cette transformation numérique du service public en intégrant, pour quelques mois, des équipes des administrations sur des projets d'innovation et d'amélioration du service public.
- renforce le socle technique sur la base duquel les produits des start-ups d'État et des EIG peuvent être réalisés de façon plus efficiente et porteuse de valeur pour les usagers.

### Les enjeux à venir

L'innovation opérationnelle, portée par la méthode startups d'État et par des initiatives similaires (Entrepreneurs d'intérêt général, notamment), contribue depuis plusieurs années à la transformation numérique de l'État, y compris sur des projets prioritaires du gouvernement (Pass Culture, code du travail numérique, ...).

L'enjeu de ce programme 352, dans sa seconde année d'existence, est de réussir le passage à l'échelle de cette dynamique, à plusieurs titres :

- en développant largement au sein de l'État et des collectivités territoriales la connaissance de ce dispositif et son utilisation par les managers ;
- en accélérant la détection d'opportunités et le lancement de nouvelles startups d'État ;
- en réussissant, pour les produits présentant le plus fort impact (pépites d'État), leur généralisation et leur sécurisation opérationnelle au sein des administrations concernées ;

- en développant des composants techniques mutualisés facilitant la création de nouvelles startups d'État ;
- en étendant le périmètre aux autres acteurs concourant au service public : collectivités territoriales, opérateurs, délégataires de service public.

Cette perspective s'appuiera sur la capacité de la DINSIC à attirer en son sein les talents nécessaires à la réussite de ces initiatives, et à mobiliser autour d'elle un écosystème numérique foisonnant.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF</b>	<b>Favoriser l'émergence de produits numériques utiles aux usagers et aux agents</b>
INDICATEUR	Nombre de problèmes investigués
INDICATEUR	Nombre de produits lancés par an
INDICATEUR	Nombre de produits abandonnés par an
INDICATEUR	Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année
<b>OBJECTIF</b>	<b>Développer des méthodes de recrutement innovantes pour résoudre des défis publics</b>
INDICATEUR	Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés dans l'année
INDICATEUR	Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général recrutés dans l'administration à la suite de leur défi
INDICATEUR	Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode Startup d'État

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF

Favoriser l'émergence de produits numériques utiles aux usagers et aux agents

## INDICATEUR

Nombre de problèmes investigués

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2020 Prévision	2020 Cible
Nombre de problèmes investigués	Nb	NA	NA	42	42	80	80

## Précisions méthodologiques

Unité : nombre par an

Cet indicateur représente le nombre de Startups d'État qui sont passées par une phase d'investigation de problèmes. Cette démarche d'investigation est lancée en 2019 pour favoriser les chances de succès des nouvelles startups d'Etat. Aidé par l'incubateur, l'agent public (ou l'administration porteuse) vérifie que le problème concerne un public suffisamment large. Il vérifie également qu'un outil numérique pourrait faire disparaître cet irritant et que les obstacles techniques sont surmontables.

## JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les administrations souhaitent mettre à profit l'approche Startup d'État dans le développement de leurs services publics numériques. A cette fin, la hausse des ressources du programme 352 va permettre la montée en puissance de cette action, d'où une augmentation significative de cet indicateur en 2020.

## INDICATEUR

Nombre de produits lancés par an

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2020 Prévision	2020 Cible
Nombre de produits lancés par an	Nb	15	34	19	19	30	30

## Précisions méthodologiques

Cet indicateur représente la quantité de Startups d'État passées par une phase de construction de produit. L'administration a mis à disposition l'agent public intrapreneur et validé un budget pour une équipe de 2 à 4 personnes, qui constitue dès lors une Startup d'État autonome. Cette startup d'état est responsable de son budget, gère ses ressources humaines et choisit ses outils. Sans cahier des charges, elle lance un service fonctionnel dès les premières semaines de travail. L'objectif est de tester son produit auprès de premiers usagers.

## JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les administrations souhaitent mettre à profit l'approche Startup d'État dans le développement de leurs services publics numériques.

A cette fin, la hausse des ressources du programme 352 va permettre la montée en puissance de cette action, d'où une augmentation significative de cet indicateur en 2020.

**INDICATEUR****Nombre de produits abandonnés par an**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2020 Prévision	2020 Cible
Nombre de produits abandonnés par an	Nb	6	5	3	3	10	10

**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur représente la quantité de produits abandonnés au cours de leur vie en tant que Startup d'État. Il permet de mesurer le niveau de risque pris : un faible nombre d'échecs révèle une absence de prise de risque suffisante.

**JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE**

Un taux d'abandon proche de 30% par rapport au nombre de produits lancés est attendu en 2020.

**INDICATEUR****Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2020 Prévision	2020 Cible
Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année	Nb	2	1	1	1	2	2

**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur représente la quantité de produits ayant quitté l'incubateur pour s'intégrer dans l'administration porteuse ou devenir juridiquement autonome. Le produit n'est pas mis en maintenance. L'équipe est renforcée pour assurer :

- l'exploitation et l'amélioration du service de manière pérenne ;
- le support aux usagers ;
- l'adaptation aux évolutions des besoins, des technologies ou des réglementations.

~~Toutes les Startups d'État sont répertoriées sur le site beta.gouv.fr.~~

~~Cet indicateur est une capture du nombre de Startups ayant indiqué avoir été dans cette phase pendant l'année.~~

**JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE**

Les produits numériques développés selon l'approche Startup d'État prennent de l'ampleur et augmentent leur impact en venant résoudre des problèmes qui gravitent autour d'une politique publique donnée. Parmi les produits lancés, certains auront le potentiel pour produire un impact majeur et devenir de nouveaux services publics numériques. Ces produits, également nommés "scaleups d'Etat", par référence aux startups privées qui connaissent une croissance exponentielle, sont estimés en volume à 5% du total de startups lancées.

**OBJECTIF**

Développer des méthodes de recrutement innovantes pour résoudre des défis publics

**INDICATEUR**

Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés dans l'année

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2020 Prévision	2020 Cible
Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés dans l'année	Nb	11	28	32	53	50	50

**Précisions méthodologiques**

Chaque année, un appel à candidature est ouvert à destination de profils du numérique (notamment développement, science des données, design) qui souhaitent s'impliquer pour une période courte dans le service public. Les candidats postulent à des "défis de transformation numérique" portés par des acteurs publics. La mission Etalab pilote la sélection des candidats.

La sélection a lieu en deux temps : une première présélection est réalisée par l'administration. Un jury composé d'agents publics, d'experts, de membres de la société civile est ensuite organisé. Une fois sélectionnés les lauréats intègrent ensuite les administrations qui portent les défis en signant un contrat de 10 mois. Le nombre d'EIG sélectionnés reflète à la fois l'attractivité du programme auprès de l'administration et profils extérieurs (à condition d'indiquer aussi le nombre de candidatures), la qualité des candidatures (si les prévisions sont atteintes).

**JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE**

Cet indicateur rend compte de l'attractivité d'un programme d'entrepreneuriat au sein du service public. Après 3 ans, il a été observé que de plus en plus de profils numériques souhaitaient s'impliquer dans la transformation de l'Etat (voir le sondage mené en juillet 2019 : <https://www.etalab.gouv.fr/resultats-du-sondage-professionnels-du-numerique-vos-metiers-pour-rejoindre-le-service-public>).

La prévision de 2019 a été actualisée pour tenir compte du lancement d'un appel à candidature en juillet 2019 et qui a permis de recruter 21 designers.

Après une première hausse des recrutements en 2018 et 2019, la cible est donc à la hausse pour 2020, afin de constituer un vivier plus important de talents au sein de l'Etat et d'accompagner davantage d'administrations dans des projets innovants. La DINSIC a la volonté de poursuivre cette cible de 50 entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés en 2020 et de diversifier les profils recherchés. Une croissance plus importante du nombre d'entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés serait complexe à atteindre d'ici 2 ans. Il est en effet possible que le vivier de compétences s'épuise. Par exemple, des profils en sciences des données et intelligence artificielle sont très recherchés, y compris dans le secteur privé, et ne se tournent pas toujours vers le service public. Par ailleurs le recrutement des profils, l'accompagnement des projets et des équipes nécessite des ressources en interne qui ne sont pas aujourd'hui présentes.

Il convient donc de maintenir une cible ambitieuse, mais réaliste à 50 personnes sélectionnées par an.

**INDICATEUR**

Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général recrutés dans l'administration à la suite de leur défi

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2020 Prévision	2020 Cible
Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général recrutés dans l'administration à la suite de leur défi	Nb	4	9	8	10	15	20

**Précisions méthodologiques**

L'une des ambitions du programme entrepreneurs d'intérêt général (<https://entrepreneur-interet-general.etalab.gouv.fr/>) est de susciter, pour des profils externes à l'administration et experts du numérique, des parcours au sein du service public. Cet indicateur reflète donc la capacité de l'Etat à améliorer sa marque employeur pour des profils numériques, offrir un environnement propice à l'innovation, s'engager dans des projets à fort impact. Il peut également être lu comme un marqueur du taux de transformation de certains projets accompagnés par le programme : en effet, certains entrepreneurs

d'intérêt général ont été recrutés à la suite de leur défi afin de faire grandir le projet. C'est le cas du projet Signaux Faibles, qui vise à détecter des entreprises en difficulté à l'aide de données et d'algorithmes. L'une des limites de cet indicateur : il ne reflète pas d'autres modalités de travail avec l'administration. Par exemple, certains anciens entrepreneurs d'intérêt général travaillent ensuite comme entrepreneurs indépendants sur des projets de l'administration. Par ailleurs, cet indicateur comptabilise tous les recrutements, quelle que soit la durée du contrat.

Modalités de calcul :

Comptage manuel réalisé auprès de tous les anciens EIG (toutes promotions confondues), réalisé tous les 4 à 6 mois.

## JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les 10 mois du programme EIG permettent d'identifier les profils les pertinents à recruter à plus long terme et les opportunités au sein des administrations, ce qui justifie le nombre de recrutements cible : celui-ci correspond à environ 40% de la promotion envisagée en 2020.

A l'issue de chaque promotion, nous observons qu'un peu moins d'un tiers des entrepreneurs d'intérêt général sont recrutés à la suite de leur défi, pour des durées variables. En raison des contraintes et difficultés pour l'administration de pérenniser ce type de profils, il paraît réaliste d'estimer que le nombre de recrutements pour la promotion 2020 sera proportionnel aux précédentes.



**INDICATEUR****Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode Startup d'État**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2020 Prévision	2020 Cible
Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode Startup d'État	Nb	43	63	80	80	130	130

**Précisions méthodologiques**

Les données sont le nombre d'intrapreneurs sélectionnés lors d'appels à projets et de recrutement dans des équipes déjà formées. Ces intrapreneurs sont issus des administrations partenaires et rejoignent une équipe pour monter en compétence sur la réalisation de produits informatiques ou simplement pour partager ses compétences métier ou techniques.

**JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE**

Les administrations souhaitent mettre à profit l'approche Startup d'État dans le développement de leurs services publics numériques.

La hausse des ressources du programme 352 va permettre la montée en puissance de cette action, d'où une augmentation significative de cet indicateur en 2020.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	FDC et ADP attendus en 2020
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	9 200 000	4 000 000
<b>Total</b>	<b>9 200 000</b>	<b>4 000 000</b>

## 2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	FDC et ADP attendus en 2020
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	11 200 000	4 000 000
<b>Total</b>	<b>11 200 000</b>	<b>4 000 000</b>

**Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État**

Programme n° 352 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	FDC et ADP prévus en 2019
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	7 200 000	0
<b>Total</b>	<b>7 200 000</b>	<b>0</b>

## 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	FDC et ADP prévus en 2019
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	2 100 000	0
<b>Total</b>	<b>2 100 000</b>	<b>0</b>

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre ou catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2019	Demandées pour 2020	FDC et ADP attendus en 2020	Ouverts en LFI pour 2019	Demandés pour 2020	FDC et ADP attendus en 2020
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	7 200 000	9 200 000	4 000 000	2 100 000	11 200 000	4 000 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7 200 000	9 200 000	4 000 000	2 100 000	11 200 000	4 000 000
<b>Total</b>	<b>7 200 000</b>	<b>9 200 000</b>	<b>4 000 000</b>	<b>2 100 000</b>	<b>11 200 000</b>	<b>4 000 000</b>

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	0	9 200 000	9 200 000	0	11 200 000	11 200 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>9 200 000</b>	<b>9 200 000</b>	<b>0</b>	<b>11 200 000</b>	<b>11 200 000</b>

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Le fonds pour l'accélération du financement des start-ups d'État a été créée, par amendement en loi de finances 2019. Ce programme est porté par la DINSIC.

Le fonds pour l'accélération du financement des start-ups d'État (FAST) a pour objet d'investir dans des projets d'innovation numérique en lien avec les ministères. Le FAST cofinance le lancement de start-ups d'État en charge de résoudre des problèmes de politiques publiques identifiés par les agents ainsi que des actions concourant à l'efficacité et au succès des produits des startups d'État. Il a également vocation à cofinancer l'intervention d'Entrepreneurs d'Intérêt général, experts du numérique de la société civile venant intervenir quelques mois au sein des administrations sur des projets d'innovation.

## ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME

## PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Aucune évolution n'est opérée au sein du programme 352.

## TRANSFERTS EN CRÉDITS

	Prog Source / Cible	T2 Hors Cas pensions	T2 CAS pensions	Total T2	AE Hors T2	CP Hors T2	Total AE	Total CP
Transferts entrants								
Transferts sortants								

## TRANSFERTS EN ETPT

	Prog Source / Cible	ETPT ministériels	ETPT hors État
Transferts entrants			
Transferts sortants			

	Prog Source / Cible	ETPT ministériels	ETPT hors État

## MESURES DE PÉRIMÈTRE

## COÛTS SYNTHÉTIQUES

---

## INDICATEURS IMMOBILIERS

## RATIO D'EFFICIENCE BUREAUTIQUE

## Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Programme n° 352 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## DÉPENSES PLURIANNUELLES

## GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

## MARCHÉS DE PARTENARIAT

## CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

## Génération CPER 2007-2014

Action / Opérateur	CPER 2007-2014 (rappel du montant contractualisé)	AE engagées au 31/12/2019	CP réalisés au 31/12/2019	AE demandées pour 2020	CP demandés pour 2020	CP sur engagements à couvrir après 2020
--------------------	--	---------------------------	---------------------------	------------------------	-----------------------	---

CPER 2007-2014

## Génération CPER 2015-2020

Action / Opérateur	CPER 2015-2020 (rappel du montant contractualisé)	AE engagées au 31/12/2019	CP réalisés au 31/12/2019	AE demandées pour 2020	CP demandés pour 2020	CP sur engagements à couvrir après 2020
--------------------	--	---------------------------	---------------------------	------------------------	-----------------------	---

CPER 2015-2020

## Total des crédits de paiement pour ce programme

CP demandés pour 2020	CP sur engagements à couvrir après 2020
-----------------------	---

## GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

### ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2019

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2018 (RAP 2018)	Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2018 y.c. travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018	AE LFI 2019 + reports 2018 vers 2019 + prévision de FDC et ADP	CP LFI 2019 + reports 2018 vers 2019 + prévision de FDC et ADP	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019
0	818 058	7 969 200	3 213 960	2 000 000

### ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP au-delà 2022
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019	CP demandés sur AE antérieures à 2020 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2021 sur AE antérieures à 2020	Estimation des CP 2022 sur AE antérieures à 2020	Estimation des CP au-delà de 2022 sur AE antérieures à 2020
2 000 000	2 000 000 0	0	0	0
AE nouvelles pour 2020 AE PLF / AE FDC et ADP	CP demandés sur AE nouvelles en 2020 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2021 sur AE nouvelles en 2020	Estimation des CP 2022 sur AE nouvelles en 2020	Estimation des CP au-delà de 2022 sur AE nouvelles en 2020
9 200 000 4 000 000	9 200 000 4 000 000	0	0	0
<b>Totaux</b>	<b>15 200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENT SUR AE 2020

CP 2020 demandés sur AE nouvelles en 2020 / AE 2020	CP 2021 sur AE nouvelles en 2020 / AE 2020	CP 2022 sur AE nouvelles en 2020 / AE 2020	CP au-delà de 2022 sur AE nouvelles en 2020 / AE 2020
100%	0%	0%	0%

Le programme 352 présentait, au 31 décembre 2018, un montant de RAP de 818 058 €. Ces restes à payer ont fait l'objet d'une bascule depuis le programme 129.

Dans le cadre du second compte-rendu de gestion 2019 du programme 352, le reste à payer prévisionnel au 31 décembre 2019 est estimé à 1 674 125 €. Ce montant correspond à l'écart entre les engagements attendus en 2019 sur crédits LFI (4 901 035 €) moins les paiements attendus sur crédits LFI (3 226 910 €). Une consommation intégrale des crédits sur fonds de concours est prévue en 2019.



## Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Programme n° 352 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## JUSTIFICATION PAR ACTION

**ACTION n° 01 100,0%**

## Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus
Autorisations d'engagement	0	9 200 000	<b>9 200 000</b>	4 000 000
Crédits de paiement	0	11 200 000	<b>11 200 000</b>	4 000 000

L'action 1 du programme 352 intègre les crédits de fonctionnement dédiés au financement des startups d'État.

Dans le courant de l'année 2019, l'État a lancé Tech.gouv, le nouveau programme pour accélérer la transformation des politiques publiques et des méthodes de travail dans les administrations grâce aux usages et aux technologies numériques.

Dans ce cadre, l'accélération des startups d'État constitue l'un des principaux leviers de transformation numérique du service public portés par le programme Tech.gouv.

En 2020, les crédits prévus à hauteur de 9,2 M€ en autorisations d'engagements soit 2 M€ de plus qu'en 2019, permettront de poursuivre cette dynamique de transformation numérique. Les 11,2 M€ de crédits de paiement prévus en 2020 permettront de concrétiser les engagements du FAST envers ses partenaires.

Le programme 352 noue, par ailleurs, de nombreux partenariats entre l'État et d'autres entités publiques pour permettre la création de services publics numériques de qualité afin de répondre à des problèmes de politiques publiques rencontrés par les partenaires, ce qui se traduit par un montant de 4 M€ de fonds de concours attendu en 2020, au titre de ces coopérations. La dynamique de conventions de partenariat observée depuis la création du fond et sur l'année 2019 nous ont permis d'affiner nos prévisions pour l'année 2020.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	9 200 000	11 200 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9 200 000	11 200 000
<b>Total</b>	<b>9 200 000</b>	<b>11 200 000</b>

Les crédits de fonctionnement inscrits sur l'action 01 regroupent l'intégralité des dépenses du programme pour la fabrication de nouveaux services numériques dans le cadre de projets et de programmes innovants portés par des administrations publiques, en employant la méthode « startup d'État » ainsi que des actions complémentaires soutenant les startups d'État.

Pour l'exercice 2020, les dépenses de fonctionnement du programme s'élèveront à 9,2 M€ en AE et 11,2 M€ en CP

Appui méthodologique et technique : 4,2 M€ en AE 6,2 M€ en CP

Dans son rôle d'animation d'un réseau d'incubateurs ministériels, la DINSIC mobilise des coaches et des expertises pointues qui accompagnent les agents publics (intrapreneurs) dans la création de services numériques. Ce soutien permet de faire monter en puissance ces agents publics et favorise l'appropriation des méthodes agiles. Cet appui prend également la forme de développement de composants techniques et fonctionnels mutualisés sur des domaines

largement partagés entre les startups d'État, afin de raccourcir le cycle de développement des nouvelles startups d'État.

Accélération des startups existantes et soutien à l'émergence de startups : 5 M€ en AE et CP

La DINSIC accompagne l'émergence, l'accélération et l'industrialisation des startups d'État à succès. Au même titre que pour les startups privées, ce soutien financier – complément du soutien méthodologique et technique précité, doit permettre de créer davantage de produits numériques, et de favoriser le changement d'échelle des startups d'État les plus prometteuses.

#### CONTRIBUTION AU GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

	Exécution 2019 au 30 Juin			Prévision 2020		
	Titre 2	Hors Titre 2	Total	Titre 2	Hors Titre 2	Total
Autorisations d'engagement	0	1 148 534	<b>1 148 534</b>	0	9 200 000	<b>9 200 000</b>
Crédits de paiement	0	857 852	<b>857 852</b>	0	11 200 000	<b>11 200 000</b>

Les dépenses du fonds pour l'accélération du financement des startups d'Etat ont été labellisées, en 2019, au titre du « Grand plan d'investissement ». Au 30 juin 2019, la contribution au grand plan d'investissement du programme 352, hors fonds de concours, s'élève à 1 148 534 M€ en AE et 857 852 € en CP.

Pour 2020, l'intégralité des crédits du programme 352 est inscrite au titre du « Grand plan d'investissement » sur l'action 0352-01.